

## « La transition énergétique n'est pas inaccessible »

L'électrification qui permettra à la France de rompre avec les énergies fossiles est possible,

assure Xavier Piechaczyk, le président de RTE, gestionnaire du système électrique français.

---

### Entretien

---

**Selon les conclusions du « Bilan prévisionnel 2023-2035 » que vous publiez aujourd'hui, la France satisfera-t-elle ses besoins en électricité, en forte hausse, en 2035 ?**

La couverture des besoins électriques de la France en 2030-2035 est possible à condition de jouer sur quatre leviers : l'efficacité énergétique, la sobriété, les énergies renouvelables et la disponibilité du parc nucléaire existant. Concernant ce dernier, nous estimons qu'il faut viser la moyenne de la production annuelle des dix dernières années, soit 400 térawattheures. Mais nous avons pris l'hypothèse d'une production plus prudente – qu'il faut absolument garantir – de 360 térawattheures, d'ici à 2035. Ceci en incluant l'entrée en service de l'EPR de Flamanville. Il n'y aura pas d'autre entrée en service de nouveaux réacteurs d'ici à 2035. Les nouvelles technologies que sont l'EPR2 et les petits réacteurs nucléaires modulaires font partie du paysage mais n'interviendront pas avant cette date.

---

### « Une accélération de la rénovation thermique des bâtiments »

---

**L'équilibre repose donc sur la croissance des énergies renouvelables. Vous semble-t-elle assez rapide ?**

Leur production annuelle doit passer de 120 térawattheures actuellement à 320 en 2035. C'est un effort, mais il est accessible si on le répartit sur tous les modes de production : l'éolien en mer et à terre, le solaire et l'hydraulique.

En matière d'hydraulique, on peut construire encore quelques nouveaux barrages, ainsi que des stations de pompage. Sur le solaire, le rythme d'installation annuelle nécessaire minimum est de 4 gigawatts par an, et il serait souhaitable qu'il atteigne 7 gigawatts, alors qu'il était de 2,6 gigawatts en 2022. Sur l'éolien terrestre, maintenir le rythme actuel suffit, c'est-à-dire 1,5 gigawatt par an, même si 2 gigawatts donneraient des marges. En mer, le gouvernement s'est engagé sur 18 gigawatts d'ici à 2035, c'est l'hypothèse que nous avons reprise à notre compte. En respectant cette croissance, la France garantit sa sécurité d'approvisionnement.

**Mais cela suppose aussi que la France soit sobre. Or, si elle a su faire des efforts récemment, n'est-ce pas surtout parce que l'énergie était hors de prix ?**

Nous ne nous situons pas du tout dans une sobriété punitive. Les Français ont su réduire leur consommation par des gestes simples alors qu'ils étaient protégés de la hausse des coûts grâce au bouclier tarifaire. S'ils sont capables de les maintenir, cela permet d'économiser de l'ordre de 25 térawattheures.

Il y a également la meilleure efficacité énergétique. Elle relève d'une part, de l'amélioration, réelle, de la qualité des appareils produits par les industriels. Et de la rénovation thermique performante des bâtiments qu'il faut faire passer de 230 000 en 2019 à l'équivalent de 380 000 par an.

**Redoutez-vous qu'une certaine hostilité, plus sensible à l'encontre des éoliennes, remette en cause l'essor des énergies renouvelables, pourtant indispensables selon vos calculs ?**

L'essor des énergies renouvelables, c'est le seul chemin pour atteindre en 2030 les objectifs climatiques et de souveraineté que la France s'est fixés. En ce qui concerne la popularité des moyens de production, nous avons fait deux grosses enquêtes en 2022-2023 auprès de 12 000 Français avec Ipsos. Sur tous ces modes de production, les Français ont davantage de bonnes opinions que de mauvaises.

---

**« Pas une France défigurée »**

---

Oui, il y aura plus de centrales nucléaires, d'éoliennes, de panneaux solaires et de pylônes pour transporter l'électricité. Mais ce ne sera pas une explosion. Ce ne sera pas une France défigurée.

Il faut aussi que ces infrastructures créent des emplois en Europe et en France. Elles auront une autre signification dans le paysage national si elles sont le symbole d'une croissance industrielle du pays.

### **Investit-on suffisamment dans ce qui permet de compenser l'intermittence des énergies renouvelables, décriée par les partisans du tout-nucléaire ?**

Le nucléaire ne suffira pas d'ici à 2035 pour atteindre nos objectifs. Et de nombreux pays dans le monde et en Europe fonctionnent avec une part d'énergies renouvelables bien plus élevée qu'en France, parfois sans nucléaire aussi important. Ils ne subissent pas de coupure pour autant.

C'est le métier de RTE de garantir la sécurité d'approvisionnement en électricité, ce qui supposera effectivement de disposer de davantage de flexibilités d'ici à 2035. Parmi celles qui sont les moins coûteuses et les plus facilement accessibles, il y a les interconnexions avec les pays d'Europe, la flexibilité de la consommation et le recours aux systèmes de stockage d'énergie, tels que les batteries et les stations de transfert d'énergie par pompage, les Step. Ces dernières permettent, en remontant de l'eau dans les barrages qu'on fera couler plus tard pour produire de l'électricité, de disposer de l'équivalent de gigantesques batteries.

### **L'électricité sera-t-elle plus chère ?**

Aujourd'hui, le coût brut de long terme de production d'un mégawattheure est de 70 à 75 €. Dans notre scénario en 2035, il reste dans le même ordre de grandeur. Cette transition peut donc être obtenue à un coût de production de l'électricité contenu. La transition énergétique de la France n'est pas inaccessible.

*Recueilli par André THOMAS.*